

Nous parlons ici de sociétés qui ont une vision d'ensemble. Elles ont compris que les nouvelles tendances mondiales, les nouvelles technologies et les nouveaux accords commerciaux ouvrent des portes par lesquelles les PME canadiennes pourront pénétrer les marchés étrangers, et elles agissent en conséquence.

Du point de vue du gouvernement fédéral, les PME sont une ressource nationale vitale, la composante la plus dynamique de l'économie, l'élément le plus axé sur les connaissances et le mieux adapté au changement rapide, ainsi que le plus important générateur de nouveaux emplois. Dans les années 1980, les firmes de moins de 100 employés ont généré plus de 2,3 millions de nouveaux emplois nets, ou 87 p. 100 de la croissance totale de l'emploi. Pendant cette décennie, elles pourront donner des résultats encore plus impressionnants.

Mais les capacités de création d'emplois et de génération de richesse de cette ressource nationale impressionnante ne seront pas pleinement utilisées tant que les PME ne deviendront pas des exportateurs bien plus actifs.

Le Canada est une nation commerçante, environ le tiers de son PIB [produit intérieur brut] étant tiré des exportations. Mais nos exportations reposent actuellement sur une base trop étroite, où un nombre relativement petit d'entreprises effectuent la majorité de nos exportations. Nous avons tous intérêt à voir les PME exporter davantage.

Ces derniers mois, le gouvernement fédéral a mené un examen approfondi de ses programmes axés sur les petites entreprises, dans le but de mieux faire connaître nos capacités d'exportation et de valoriser nos aptitudes ainsi que nos capacités de commercialisation.

Le grand défi est de transformer le Canada d'une nation tributaire du commerce en une nation vraiment commerçante, où les PME joueront un rôle bien plus important.

Ce défi doit d'abord être relevé au pays, car la compétitivité à l'étranger s'enracine dans l'environnement commercial national — surtout en cette période où l'économie mondiale s'ouvre davantage et où les distinctions entre marchés nationaux et internationaux s'estompent.

C'est pourquoi la politique commerciale internationale et les programmes d'expansion des marchés du Canada sont pleinement intégrés aux grandes initiatives du gouvernement fédéral pour réaménager le climat des affaires au pays. C'est un processus permanent qui ne cesse de s'accélérer.

Afin de favoriser une population active hautement qualifiée et concurrentielle, nous devons réformer nos politiques de